



PRÉFET DE L'EURE

Arrêté n°D1/B1/17/1073 mettant en demeure la société MANOIR PÎTRES située sur la commune de Pîtres de se conformer aux prescriptions édictées en matière d'installations classées pour la protection de l'environnement

**Le préfet de l'Eure,
Officier de la Légion d'honneur,**

VU

- le Code de l'Environnement, et notamment ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 512-3, L. 514-5,
- le décret du 6 mai 2016 nommant Monsieur Thierry COUDERT, préfet de l'Eure,
- le décret du 5 février 2015 nommant Madame Anne LAPARRE-LACASSAGNE, secrétaire générale de la préfecture de l'Eure,
- l'arrêté préfectoral SCAED-16-30 du 30 mai 2016 donnant délégation de signature à Madame Anne LAPARRE-LACASSAGNE, secrétaire générale de la préfecture de l'Eure,
- l'arrêté préfectoral d'autorisation N° D1/B1/11/005 délivré le 6 janvier 2011 à la société MANOIR INDUSTRIES dont le siège se trouve 37 rue de Liège à Paris (75008) pour l'exploitation d'une fonderie d'aciers spéciaux située 12 rue des Ardennes sur la commune de Pîtres concernant notamment les rubriques 2545 et 2551 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement,
- l'article 3.2.2 de l'arrêté préfectoral du 6 janvier 2011 susvisé qui dispose que « les deux fours de fusion à arc électrique et le convertisseur AOD de l'atelier de fonderie statique sont équipés de hottes capables de collecter la totalité des gaz émis lors des opérations de fusion et d'affinage de l'acier afin de les traiter. Les captations sont suffisamment enveloppantes sur les deux fours pour assurer la collecte de la totalité des gaz chauds et des poussières, en particulier en début de fusion lors des émissions les plus importantes »,
- l'article 3.2.4 de l'arrêté préfectoral du 6 janvier 2011 susvisé qui définit les valeurs limites des concentrations en différents polluants présents dans les rejets atmosphériques,
- l'article 3.2.6 de l'arrêté préfectoral du 6 janvier 2011 susvisé qui dispose qu'« Une étude des risques sanitaires basée sur l'ensemble des émissions de l'établissement (émissions canalisées et diffuses) doit être remise à l'inspection des installations classées sous six mois » à compter de sa notification,
- l'article 9.2.1.2.2 et l'annexe 4 de l'arrêté préfectoral du 6 janvier 2011 susvisé qui définissent les modalités de la surveillance à réaliser sur les différents émissaires de rejets atmosphériques du site,
- le rapport de l'inspecteur de l'environnement du 23 juin 2017 transmis à l'exploitant par courrier du 12 juillet 2017 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du Code de l'environnement,
- les observations de l'exploitant formulées par courrier du 21 juillet 2017,

Considérant que les dispositifs de captation aujourd'hui en place sur les fours à arc ne permettent pas d'assurer une collecte des effluents générés par les activités pratiquées de manière satisfaisante,

Considérant que ce constat constitue un manquement aux dispositions de l'article 3.2.2 de l'arrêté préfectoral susvisé ;

Considérant que le programme de surveillance fixé à l'annexe 4 de l'arrêté préfectoral du 6 janvier 2011 n'a pas été réalisé dans son intégralité,

Considérant que les valeurs limites en concentration fixées à l'article 3.2.4 ne sont aujourd'hui pas respectées s'agissant des cheminées 12 (rejet n°19 – paramètre poussières), 15 (rejet n°27 – paramètre poussières), 8 (rejet n°36 – paramètres Composés Organiques Volatiles) et du rejet n°24 (paramètres COV),

Considérant que les variations de la concentration des rejets atmosphériques en chrome peuvent engendrer un dépassement ou non de l'excès de risque individuel de l'étude des risques sanitaires et qu'il convient donc d'investiguer sur ces rejets en chrome et d'identifier les éventuelles actions permettant de ne pas dépasser cet excès de risque individuel ;

Considérant que ces constats constituent des manquements aux dispositions de l'article 3.2.6 de l'arrêté préfectoral susvisé ;

Considérant que ces manquements sont de nature à porter atteinte aux intérêts protégés par l'article L. 511-1 du Code de l'Environnement,

Considérant que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du Code de l'environnement en mettant en demeure la société MANOIR PÎTRES de respecter les prescriptions des articles 3.2.2, 3.2.4, 3.2.6 et 9.2.1.2.2 ainsi que les dispositions de l'annexe 4 de l'arrêté préfectoral susvisé, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition de Madame la secrétaire générale de la préfecture,

ARRÊTE

Article 1 :

La société MANOIR PITRES exploitant une installation de fonderie sise 12 rue des Ardennes à Pîtres est mise en demeure de respecter les dispositions des articles 3.2.2, 3.2.4, 3.2.6 et 9.2.1.2.2 ainsi que les dispositions de l'annexe 4 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 6 janvier 2011.

En particulier, les dispositions suivantes devront être mises en œuvre :

- les rejets atmosphériques du site de la société MANOIR PÎTRES sont mis en conformité au regard des valeurs limites fixées à l'article 3.2.4 de l'arrêté préfectoral du 6 janvier 2011, notamment s'agissant des cheminées 12 (rejet n°19), 15 (rejet n°27), 8 (rejet n°36) et du rejet n°24 pour lesquels des dépassements ont d'ores et déjà été identifiés, dans un délai de six mois
- la mesure des rejets atmosphériques est complétée par des analyses permettant de répondre de manière exhaustive aux exigences de l'article 3.2.4 et de l'annexe 4 de l'arrêté du 6 janvier 2011, dans un délai de 9 mois. Le cas échéant si de nouveaux exutoires ont été identifiés ou créés depuis la délivrance de l'arrêté, ils seront inclus dans les contrôles à réaliser. Un bilan des résultats collectés sera réalisé et transmis à l'inspection, complété d'une analyse des causes des dépassements éventuellement constatés : un plan d'actions destiné à résorber les écarts identifiés sera joint à ce bilan.
- Les contrôles réalisés en application du précédent alinéa sur la cheminée 1' (associée en particulier aux deux fours à arc et au convertisseur AOD) seront effectuées sur une durée suffisante permettant de couvrir les phases de chargement, d'amorçage, de fusion et de coulée, de manière à être représentatifs des flux émis par ces installations.
- Les captations sur les deux fours à arc sont améliorées afin de collecter la totalité des gaz chauds et des poussières émis : les travaux à réaliser font l'objet d'une proposition chiffrée décrivant les solutions thermiques à mettre en œuvre dans un délai de 9 mois.
- la société MANOIR PÎTRES prend toutes les dispositions nécessaires pour garantir que les émissions de chrome (et composés associés) ne soient pas à l'origine d'un risque inacceptable par inhalation identifié dans son évaluation des risques sanitaires, telles que réduction à la source,

traitement des rejets ou tout autre moyen d'action. Les moyens et travaux engagés seront décrits et communiqués à l'inspection dans un délai de 6 mois.

Ces délais courent à compter de la date de notification à l'exploitant du présent arrêté.

Article 2 :

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu au même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues par les dispositions du II de l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 3 :

Conformément à l'article L. 514-6 du Code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Rouen, dans les délais prévus à l'article R. 514-3-1 du même code :

- par l'exploitant dans un délai de deux mois qui suivent la date de notification du présent arrêté ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du même code dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions.

Article 4 :

La secrétaire générale de la préfecture et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à la société MANOIR PÎTRES par la voie administrative, et dont copie sera adressée à la sous-préfète des Andelys, au maire de Pîtres, à l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) DREAL-UD de l'Eure.

Évreux, le **- 2 AOUT 2017**

Pour le préfet, et par délégation,
la secrétaire générale de la préfecture



Anne LAPARRE-LACASSAGNE

